



Seul le texte prononcé fait foi

## **Organisation pour l'interdiction des armes chimiques**

### **17<sup>e</sup> Conférence des États parties**

#### **Déclaration**

**prononcée par l'Ambassadeur Markus Börlin  
Représentant permanent de la Suisse  
auprès de l'OIAC**

**Débat général**

**La Haye, le 26 novembre 2012**

---

Check against delivery

## **Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons**

### **17<sup>th</sup> Conference of the States Parties**

#### **Statement**

**by Ambassador Markus Börlin  
Permanent Representative of Switzerland  
to the OPCW**

**General Debate**

**The Hague, 26 November 2012**

---

Monsieur le Président,

Pour commencer, je tiens à vous féliciter de votre élection en tant que président de la 17<sup>e</sup> Conférence des Etats parties. Nous sommes convaincus que sous votre conduite expérimentée, les délibérations de cette assemblée seront couronnées de succès. Permettez-moi de vous assurer de l'entière coopération de ma délégation dans les jours qui viendront.

Monsieur le Président,

Cette année marque le 15<sup>e</sup> anniversaire de la Convention sur les armes chimiques (CIAC). Depuis son entrée en vigueur, d'importants progrès ont été accomplis par l'OIAC et ses 188 Etats membres. Nous espérons que les années à venir seront marquées par un engagement soutenu en faveur de l'interdiction des armes chimiques. L'année prochaine, les Etats parties à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) se rassembleront à La Haye à l'occasion de la **3<sup>e</sup> Conférence d'examen**. Nous estimons qu'il est fondamental de saisir cette occasion pour poser des jalons pour l'avenir et renforcer encore la Convention. La Suisse salue les travaux préparatoires du Groupe de travail à composition non limitée placé sous la direction de l'ambassadeur d'Algérie, en vue de la Conférence d'examen. Le processus d'examen doit être inclusif et susciter une adhésion importante, afin d'atteindre l'objectif fixé d'un monde libéré des armes chimiques.

Nous devons **préparer l'OIAC à la transition** qui fera d'elle une agence dont la mission principale est d'empêcher la résurgence de la menace d'une guerre chimique et l'usage de substances chimiques toxiques à des fins hostiles. A nos yeux, il est essentiel que l'OIAC continue de se concentrer sur sa vocation première, qui est d'être une organisation pour le désarmement chimique et la non-prolifération et un centre d'excellence pour toutes les questions relatives aux armes chimiques. La Suisse regrette que malgré la prolongation de l'échéance pour la destruction des stocks déclarés, tous les Etats-parties n'aient pu tenir leurs engagements. Elle les enjoint donc à poursuivre leurs efforts en vue de détruire le plus rapidement possible l'ensemble des armes restantes.

La Suisse se félicite du **processus de réforme** lancé par le Directeur général, auquel le rapport du Groupe consultatif offre une base de réflexion précieuse. Nous sommes prêts à contribuer activement aux discussions et sommes persuadés qu'ensemble, nous aboutirons à un consensus sur la marche à suivre. Afin de continuer à jouer son rôle indispensable, l'OIAC doit être dotée de moyens et ressources à la hauteur de la tâche qui lui a été assignée. La Suisse salue donc le projet révisé de **programme et de budget** du Directeur général pour 2013, De même, elle approuve le projet de décision budgétaire adopté par le Conseil exécutif lors de sa 70<sup>e</sup> session.

Monsieur le Président,

La pertinence et la crédibilité de la CIAC, en tant qu'instrument de désarmement et de non-prolifération, dépend de sa faculté à s'adapter aux **progrès rapides de la science et de la technologie**. Dans ce contexte, la Suisse a accueilli le séminaire de l'Union internationale de chimie pure et appliquée (UICPA) sur les évolutions de la science et de la technologie en lien avec la Convention, à Spiez en février 2012. Ces progrès, porteurs de nouvelles opportunités, peuvent en même temps constituer un défi pour l'application de la Convention.

La Suisse salue le récent rapport du Conseil scientifique consultatif (CSC ou SAB) pour la 3<sup>e</sup> Conférence d'examen. Comme lui, nous estimons que les discussions



techniques sur les **agents chimiques incapacitants** ont été exhaustives. Nous approuvons également la recommandation faite au Secrétariat technique, à savoir de commencer les préparations techniques pour les activités de vérification qui pourraient s'avérer nécessaires lors d'une enquête sur un éventuel usage de ce type d'agents chimiques. La Suisse a présenté un projet de proposition pour la 3<sup>e</sup> Conférence d'examen, dans le but d'ouvrir la voie à un débat exhaustif et ciblé sur l'usage d'agents chimiques incapacitants à des fins répressives et sur le statut éventuel de ces substances dans la Convention. Ce débat devrait permettre d'instaurer la transparence et la confiance entre les Etats-parties. Nous sommes convaincus que la Conférence d'examen constitue une excellente occasion de discuter des recommandations du CSC. Je souhaiterais ici insister sur le fait que notre initiative n'a pas pour but de modifier la Convention de quelque manière que ce soit.

Monsieur le Président,

Il est crucial de maintenir et de renforcer l'**interdiction quasiment universelle des armes chimiques**. Promouvoir l'adhésion de tous les Etats à la Convention doit rester une priorité pour l'OIAC. La Suisse se félicite des progrès accomplis ces dernières années et est disposée à soutenir les efforts en cours pour convaincre tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à la Convention. Nous appelons tous les Etats qui n'ont pas encore signé la CIAC à n'utiliser en aucun cas des armes chimiques et à signer ce texte dès que possible.

L'existence récemment confirmée de stocks d'armes chimiques en **Syrie** renforce cette aspiration à l'universalité. Mon pays déplore vivement la situation sur place et lance un appel aux autorités syriennes pour qu'elles renoncent définitivement à l'usage des armes chimiques et s'engagent au plus vite à en faire détruire tous les stocks.

De même, il est fondamental que la Convention soit **pleinement mise en œuvre** au niveau national par tous les Etats membres. Nous constatons avec inquiétude qu'à la 70<sup>e</sup> session du Conseil exécutif, 99 Etats parties n'avaient pas encore mis en place toutes les mesures législatives nécessaires à la pleine application de l'art. VII. Nous estimons que la CIAC ne saurait être effective en l'absence de mesures législatives et exécutives adéquates. La Suisse encourage donc tous les Etats membres à s'acquitter pleinement de toutes les obligations nationales prévues par la Convention. A cet égard, nous remercions le Secrétariat technique d'avoir choisi une approche orientée sur les résultats afin de faciliter la mise en œuvre de législations nationales. Au vu de la complexité des exigences détaillées dans l'art. VII, la proposition de subdiviser le rapport en exigences de base et exigences additionnelles pourrait permettre de mieux visualiser les progrès vers sa mise en œuvre complète.

En ce qui concerne la **coopération et l'assistance internationales**, la Suisse continue d'attacher une importance particulière à la mise en œuvre de l'art. X. Pendant plusieurs années, nous avons organisé des cours de formation ciblés au centre de compétence ABC de l'armée suisse à Spiez, et nous continuerons à le faire. De plus, la Suisse approuve pleinement les propositions visant à renforcer la coopération régionale et à créer des réseaux de centres de formation régionaux et sous-régionaux. Je tiens à renouveler le soutien de mon pays au Secrétariat technique à cet égard.

Monsieur le Président,

Pour terminer, je souhaiterais saluer la conclusion récente, par le Directeur général, d'un **arrangement supplémentaire** concernant la mise en œuvre de l'Accord régissant les relations entre l'ONU et l'OIAC. La Suisse se félicite de la coopération entre l'OIAC et le Secrétaire général des Nations Unies, qui peut intervenir en cas d'allégation d'emploi d'armes chimiques par un Etat non partie à la Convention ou sur un territoire ne dépendant pas d'un Etat partie.

Monsieur le Président, je vous remercie de votre attention.



Mr. Chairman,

I would like to begin my statement by congratulating you on your election as Chairman of the 17<sup>th</sup> Conference of the States Parties. We are convinced that your able chairmanship will lead this meeting to a successful conclusion. Let me assure you of the full cooperation of my delegation in the coming days.

Mr. Chairman,

This year marks the 15<sup>th</sup> anniversary of the Chemical Weapons Convention (CWC). Since its entry into force, much has been accomplished by the OPCW and its 188 Member States. We hope that the coming years will be characterized by a continued engagement for the international norm against the use of chemical weapons.

Next year, the States Parties to the Chemical Weapons Convention (CWC) will gather in The Hague for the **Third Review Conference**. We believe it is of paramount importance to seize this opportunity to set the path for the future and further strengthen the Convention. Switzerland commends the preparatory efforts of the Open Ended Working Group (OEWG) for the Review Conference under the leadership of the Ambassador of Algeria. The review process should be an inclusive and widely supported process to serve the goal of a world free of chemical weapons.

We have to **prepare the OPCW for its transition** to an agency whose main task will be to ensure that the menace of chemical warfare and the use of toxic chemicals for hostile purposes will never re-emerge. In our view, it is of utmost importance that the OPCW continues to focus on its core objectives as a chemical disarmament and non-proliferation organisation and a centre of excellence for any chemical weapons related issue. Switzerland regrets that the final extended deadline for the destruction of all declared chemical weapons has not been met by all States Parties and calls upon them to continue their efforts in destroying all remaining stockpiles as soon as possible.

Switzerland welcomes the **reform process** that has been launched by the Director General and for which the Advisory Panel's report provides a valuable and inspiring basis. We are prepared to actively contribute to the discussions and are convinced that a consensual way forward can be agreed upon. In order to being able to continue fulfilling its indispensable role, the OPCW must be provided with the necessary means and resources on a par with the challenges of the assigned task. Switzerland therefore welcomes the Director General's revised draft for the 2013 **programme and budget** and endorses the draft budgetary decision that the Executive Council has agreed upon during its 70<sup>th</sup> session.

Mr. Chairman,

The relevance and credibility of the CWC as a disarmament and non-proliferation instrument depends heavily on its ability to cope with the rapid **advances in science and technology**. To this effect, Switzerland hosted the IUPAC workshop on developments in science and technology relevant to the CWC, which was held in Spiez in February 2012. These advances may create opportunities for many beneficial applications; at the same time, however, they may also pose challenges to the Convention.

Switzerland welcomes the recent report of the Scientific Advisory Board (SAB) for the Third Review Conference. We share its assessment that the technical discussions on **incapacitating chemical agents** have been exhaustive. We also endorse the Board's recommendation to the Technical Secretariat to start technical preparations



for verification activities that could be required in an investigation of alleged use of such agents. Switzerland has submitted a draft proposal for the 3<sup>rd</sup> Review Conference in order to initiate a comprehensive and focused debate on incapacitating chemical agents for law enforcement purposes, and their possible status under the Convention, with the aim of establishing transparency and confidence among States Parties. We are convinced that the Review Conference provides an excellent opportunity to discuss the SAB's recommendations. I would like to emphasise explicitly that our initiative does not aim at altering the Convention in any way.

Mr. Chairman,

It is crucial that the almost **universal ban on chemical weapons** is upheld and strengthened. Achieving universal adherence to the Convention must remain a key priority of the OPCW. Switzerland welcomes the progress achieved in recent years and is prepared to support ongoing efforts to bring in all countries that remain outside the Convention. We call upon all States outside the CWC not to use chemical weapons under any circumstances and to accede to the Convention as soon as possible.

The recently confirmed existence of chemical weapons stockpile in **Syria** strengthens the need to achieve universality. My country expresses its concern regarding the current situation in Syria and thereby strongly appeals to the Syrian authorities to definitely refrain from the use of chemical weapons and commit to the complete destruction of all its stockpiles.

Equally important is the **full implementation of the Convention** on the national level by all Member States. We note with concern that as of the 70<sup>th</sup> session of the Executive Council, 99 States Parties had not put in place all the legislative measures for the full implementation of Article VII. It is our view that the CWC cannot be considered effective if it is not translated into legislative and executive measures in every State Party. Switzerland therefore urges all Member States to fully implement all national obligations under the Convention. In this regard, we convey our gratitude to the Technical Secretariat for the results-oriented approach chosen to facilitate the implementation of national legislation. Given the complex nature of the requirements defined in Article VII, the proposal of splitting the reporting into core and additional requirements may better visualize progress towards full implementation.

As to **International Cooperation and Assistance**, Switzerland continues to attach special importance to the implementation of Article X. For many years, we have organized focused training courses at the NBC Centre of the Swiss Armed Forces in Spiez, and will continue to do so. In addition, Switzerland fully endorses proposals that aim at strengthening regional cooperation and at creating networks of regional and subregional training centres. I would like to stress my country's continued support to the Technical Secretariat in this regard.

Mr. Chairman,

I would like to conclude my intervention by commending the Director-General for the recent conclusion of the **Supplementary Arrangement** concerning the implementation of the relationship agreement between the UN and the OPCW. Switzerland welcomes the cooperation between the OPCW and the Secretary General of the UN, which can be requested in case of alleged use of chemical weapons involving a State not Party or in a territory not controlled by a State Party.

I thank you, Mr. Chairman, for your attention.